



Guerres et bulle IA – les scénarios à risque de l'économie mondiale en 2026

Février 2026

Résumé

Selon la dernière édition des Perspectives économiques mondiales du FMI, la croissance mondiale devrait se maintenir à 3,3 % en 2026 et à 3,2 % en 2027 – une légère révision à la hausse par rapport aux prévisions d'octobre 2025. Derrière cette apparente stabilité, des dynamiques opposées sont à l'œuvre. Le contexte assez défavorable sur le front du commerce international, et notamment à l'initiative de l'Administration Trump, est, pour l'instant, contrebalancé par une montée en puissance des investissements dans le secteur numérique et de l'IA, ainsi que par des conditions financières accommodantes, alors que les banques centrales concluent le cycle de resserrement monétaire initié pour freiner la flambée inflationniste de 2021-2024.

Chaque rapport de perspectives économiques en général identifie un ensemble de facteurs de risque clés – voire des scénarios alternatifs de prévision – pour contextualiser les principales projections et inviter à la prudence. En synthétisant les scénarios et facteurs de risque présentés dans les rapports récemment publiés par les principales organisations internationales, une vision plus large émerge des principales menaces à la croissance mondiale en 2026 et au-delà. À cette fin, 14 rapports publiés entre novembre 2025 et janvier 2026 sont examinés, respectivement par le [FMI](#), la [Banque mondiale](#), l'[OCDE](#), la [Commission européenne](#), le [Forum économique mondial](#), [Moody's](#), [S&P](#), la [Réserve fédérale américaine](#), la [Banque centrale européenne](#), [Allianz](#), [Amundi](#), [Black Rock](#), [Bank of China](#) et [Deutsche Bank](#).

Parmi les risques les plus fréquemment évoqués pour les perspectives 2026, les tensions géopolitiques figurent en bonne place, reflétant leur importance croissante dans les prévisions économiques depuis février 2022. Ceci étant, les risques liés à la transition numérique et à l'investissement spéculatif dans l'IA sont aussi au premier plan. La possibilité d'une "réévaluation soudaine des actifs financiers", potentiellement déclenchée par l'éclatement d'une bulle d'IA, est un scénario pris très sérieux, scénarios que certains analystes comparent à la crise des prêts hypothécaires *subprimes* de 2007. Parmi les autres scénarios à risque, on peut noter : une inflation persistante provoquant un nouveau cycle de resserrement monétaire ; une dette souveraine en crise ou sous tension ; un ralentissement brutal dans une économie d'importance systémique ; les risques climatiques (événements météorologiques extrêmes et risques de transition) ; les flux migratoires mal gérés et les politiques migratoires restrictives ; les cyberattaques ; la polarisation sociale ; et les risques de transition liés à l'IA.

Table des matières

Résumé.....	1
Les perspectives.....	2
Aperçu des scénarios de dégradation	3
Risques géopolitiques.....	5
<i>Intensification de la confrontation géoéconomique</i>	5
<i>Conflits armés et aggravation</i>	7
<i>Cyberattaques</i>	8
<i>Instabilité intérieure et polarisation sociétale</i>	8
<i>Migration</i>	9
Un ralentissement majeur d'une économie d'importance systémique	10
Risques macroéconomiques et financiers.....	10
<i>Une réévaluation abrupte des marchés financiers liée à l'IA</i>	11
<i>Inflation persistante</i>	12
<i>La dette souveraine sous tension</i>	13
Risques de transition	14
<i>Risques climatiques</i>	14
<i>Risques liés à la transition numérique liés à la diffusion de l'IA</i>	15
Source.....	16

Les perspectives

Selon l'édition de janvier 2026 des Perspectives économiques mondiales du FMI (FMI 2026), la croissance mondiale devrait rester stable à 3,3 % en 2026 et 3,2 % en 2027, une légère révision à la hausse par rapport à l'édition d'octobre 2025. Derrière cette apparente stabilité, des dynamiques opposées sont à l'œuvre. Le contexte assez défavorable sur le front du commerce international, et notamment à l'initiative de l'Administration Trump, est, pour l'instant, contrebalancé par une montée en puissance des investissements dans le secteur numérique et de l'IA, ainsi que par des conditions financières accommodantes, alors que les banques centrales concluent le cycle de resserrement monétaire initié pour freiner la flambée inflationniste de 2021-2024. L'inflation globale mondiale devrait en effet diminuer, passant d'environ 4,1 % en 2025 à 3,8 % en 2026, puis à 3,4 % en 2027. Et pourtant, la désinflation a ralenti en 2025, et les taux d'inflation ne sont pas encore complètement revenus aux niveaux d'avant-COVID.

Tableau 1 : Prévisions de croissance du PIB

Pays	Scénario	2025	2026	2027	Moyenne 2010/2019
Monde	WB janv. 2026	2.7	2.6	2.7	3.7
	FMI janv. 2026	3.3	3.3	3.2	3.7
États-Unis	WB janv. 2026	2.1	2.2	1.9	2.3
	FMI janv. 2026	2.1	2.4	2.0	2.3
Chine	WB janv. 2026	4.9	4.4	4.2	7.7
	FMI janv. 2026	5.0	4.5	4.0	7.7
Zone euro	WB janv. 2026	1.4	0.9	1.2	1.4
	FMI janv. 2026	1.4	1.3	1.4	1.4

Source : [FMI](#), [Banque mondiale](#).

Dans les économies dites “avancées”, la croissance devrait atteindre 1,8 % en 2026 et 1,7 % en 2027. L’économie américaine devrait croître de 2,4 % en 2026 et de 2,0 % en 2027, portée en cela par l’IA et par les baisses d’impôts, malgré une baisse anticipée de l’immigration et de la consommation des ménages. Dans la zone euro, la croissance devrait se maintenir à 1,3 % en 2026 et 1,4 % en 2027, soutenue par des hausses des dépenses publiques – notamment en Allemagne – et de solides performances en Irlande et en Espagne. L’Europe dans son ensemble bénéficie moins du boom des investissements porté par l’IA que les États-Unis et l’Asie, tandis que les effets persistants de la hausse des prix de l’énergie et d’un euro plus fort continuent de peser sur l’industrie manufacturière. Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait se maintenir légèrement au-dessus de 4,0 % en 2026 et 2027. Les prévisions de croissance de la Chine sont relevées de 0,3 point pour atteindre 4,5 %, compte tenu de la baisse des taux tarifaires américains suite à la trêve commerciale de novembre 2025, des mesures de relance et des prêts bancaires supplémentaires pour l’investissement.

Aperçu des scénarios de dégradation

Chaque rapport de perspectives économiques en général identifie un ensemble de facteurs de risque clés – voire des scénarios alternatifs de prévision – pour contextualiser les principales projections et inviter à la prudence. Les rapports de janvier 2026 de la Banque mondiale et du FMI sur les perspectives économiques mondiales identifient plusieurs scénarios à risque. En combinant ces scénarios et ceux d’autres organisations de premier plan, nous pouvons obtenir une vue d’ensemble des principaux facteurs de risque pour la croissance mondiale en 2026 et au-delà.

Outre les rapports du FMI et de la [Banque mondiale](#), d’autres rapports récents, publiés entre novembre 2025 et janvier 2026, sont examinés en ce qui concerne les scénarios à risque et d’autres facteurs clés pour l’économie mondiale, les rapports de l’[OCDE](#), de la [Commission européenne](#), de [Davos](#) ainsi que des agences de notation ([Moody’s](#), [S&P](#)), des banques centrales ([Réserve fédérale](#) américaine, [Banque centrale européenne](#)), des assureurs ([Allianz](#)), des gestionnaires d’actifs ([Amundi](#), [Black Rock](#)) et des banques ([Bank of China](#), [Deutsche Bank](#)).

Comme synthétisés dans le tableau ci-dessous, les trois scénarios et facteurs de risque les plus cités pour 2026 confirment l’importance accrue des risques géopolitiques, importance que l’on constate dans les perspectives économiques publiées depuis février 2022. Ils mettent également en avant les risques liés à la transition numérique et aux investissements spéculatifs dans l’IA. Les trois principaux scénarios sont en effet :

- Les conflits armés et leur aggravation, se substituant à la coopération et la diplomatie dans la résolution des différends ;
- La fragmentation géoéconomique, provoquée par l’accroissement des tensions dites “géoéconomiques” pouvant tourner en guerres commerciales mutuellement destructrices ;
- Une “soudaine réévaluation” des actifs sur les marchés financiers, dont une implosion d’une bulle spéculative liée à l’IA semblable à une crise financière de type *subprime* de 2007 ;

Les autres scénarios :

- Une inflation plus résistante que prévue, qui provoquerait un nouveau cycle de resserrement monétaire – un scénario récurrent depuis le retour de l’inflation en 2021 ;
- Une dette souveraine en crise ou sous forte tension, autre scénario bien connu depuis 2021. Par le passé, ce scénario concernait principalement les pays émergents et en développement. Elle s’étend désormais aux économies “avancées” (notamment les pays européens) où la pression budgétaire, le vieillissement démographique, les politiques anti-migrants et l’instabilité politique pourraient se combiner pour accroître la volatilité des marchés des obligations souveraines ;
- Un ralentissement brutal dans une économie systémique. Auparavant connu sous le nom de scénario du “ralentissement chinois”, il est dorénavant plutôt tourné vers un scénario de “ralentissement américain” ;
- Les risques climatiques. Bien que les risques physiques (événements météorologiques extrêmes) occupent une place importante, les risques de transition sont également en hausse : les investissements indispensables à des économies zéro carbone sont négligés en raison de l’évolution des priorités géopolitiques et des orientations politiques tirée la polarisation sociétale ;
- Des scénarios liés aux flux migratoires apparaissent également, que ce soit en lien avec la migration forcée ou le resserrement des politiques migratoires ;
- Les risques de cyberattaques évoluent aussi : auparavant cantonnés à des attaques individuelles, ces risques portent dorénavant sur des perturbations d’ampleur catastrophique pour des infrastructures critiques et les marchés financiers ;
- L’instabilité politique au sein des pays, déclenchée par une polarisation sociétale croissante et la désinformation, devient également un thème transversal des scénarios à risque ;
- Enfin, les risques de transition associés à l’IA et à d’autres technologies disruptives sont de plus en plus pris en compte dans les rapports sur les perspectives économiques.

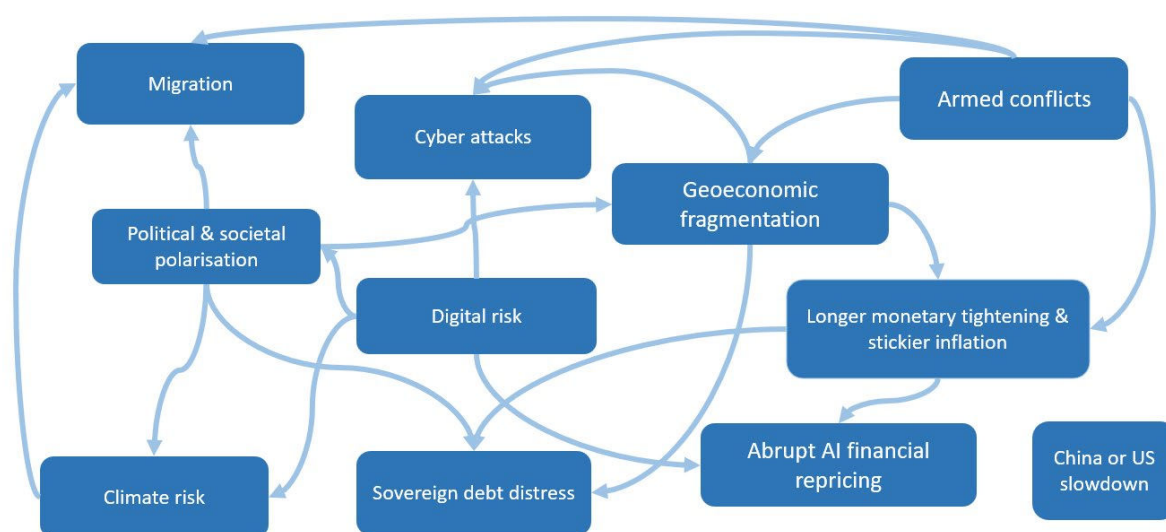
Tableau 2 : Scénarios à risque et facteurs de risque clés pour l’économie mondiale en 2026

Scénarios et facteurs de risque	FMI	BM	OCDE	CE	Fed	BCE	WEF	Moody’s	S&P	Allianz	Amundi	Bank of China	BlackRock	Deutsche B
Fragmentation géoéconomique	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Conflits armés	✓	✓				✓	✓		✓	✓		✓		✓
Cyberattaques					✓		✓							
Polarisation politique et sociétale	✓			✓			✓							
Flux migratoire							✓					✓		
Ralentissement de la Chine et/ou des États-Unis					✓				✓	✓	✓			
Réévaluation financière abrupte	✓	✓	✓	✓				✓	✓	✓	✓		✓	
Inflation plus résistante que prévue			✓		✓			✓						✓
Dette souveraine en crise	✓		✓	✓		✓						✓		✓
Risques climatiques		✓		✓			✓		✓					
Risques numériques	✓							✓	✓				✓	✓

Source : FMI, [Banque mondiale](#), [OCDE](#), [Commission européenne](#), [FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL](#), [Moody's](#), [S&P](#), [Réserve fédérale américaine](#), [Banque centrale européenne](#), [Allianz](#), [Amundi](#), [Black Rock](#), [Banque de Chine](#), [Deutsche Bank](#).

Il existe des liens de causalité et des interactions entre les différents scénarios. Par exemple, la polarisation sociétale pourrait pousser au durcissement des politiques migratoires dans les économies avancées. Elle peut aussi retarder les politiques de neutralité carbone et ainsi accroître les risques liés à la transition climatique. Le graphique ci-dessous propose, à titre indicatif, les nombreuses interactions et liens entre les facteurs de risque mis en avant dans les rapports de perspectives économiques étudiés pour cette note.

Principaux facteurs de risque pour les perspectives de l'économie mondiale 2026



Source : FMI, [Banque mondiale](#), [OCDE](#), [Commission européenne](#), [FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL](#), [Moody's](#), [S&P](#), [Réserve fédérale américaine](#), [Banque centrale européenne](#), [Allianz](#), [Amundi](#), [Black Rock](#), [Banque de Chine](#), [Deutsche Bank](#).

Risques géopolitiques

“Des tensions politiques internes ou géopolitiques pourraient éclater, introduisant de nouvelles couches d’incertitude et perturbant l’économie mondiale par leur impact sur les marchés financiers, les chaînes d’approvisionnement et les prix des matières premières” (FMI 2026). Ces dernières années, et en particulier depuis l’invasion russe de l’Ukraine en février 2022, les perspectives économiques mondiales ont été considérablement obscurcies par les risques géopolitiques. Il y a, avant tout, le risque d’une confrontation “géoéconomique” croissante et donc d’un protectionnisme accru en matière de commerce et d’investissements. Il y a aussi la fréquence et l’intensité des conflits armés entre Etats et le risque d’aggravation (Ukraine, Moyen-Orient, Taïwan) ainsi que des facteurs de risque plus spécifiques : cyberattaques, polarisation sociétale et flux migratoire.

Intensification de la confrontation géoéconomique

La confrontation géoéconomique, y compris les risques de protectionnisme, est devenue une caractéristique centrale des scénarios à risque. Tous les rapports étudiés mettent en avant le

thème de la confrontation géoéconomique comme facteur de risque central : *“Les tensions commerciales pourraient s’intensifier, prolongeant l’incertitude et pesant davantage sur l’activité”* (FMI 2026), *“D’autres changements dans les politiques commerciales pourraient avoir un impact significatif sur la croissance”* (OCDE 2025), *“Résurgence des tensions commerciales et incertitude en matière de politique commerciale”* (Banque mondiale 2026), *“reprise des tensions commerciales”* (BCE 2025), *“le risque de fragmentation du commerce et des investissements reste très important”* (Banque de Chine 2026), *“Des perturbations supplémentaires des relations commerciales mondiales”* (Deutsche Bank 2026), *“l’impact économique des tarifs existants sur la croissance de l’UE et mondiale pourrait s’avérer plus important que prévu”* (CE 2025), *“Les annonces brusques en matière de politique commerciale, les frictions géopolitiques et l’instabilité politique peuvent aggraver l’incertitude”* (Moody’s 2025), *“Les incertitudes tarifaires persistantes pourraient nuire aux revenus et à la croissance économique”* (S&P 2025), *“Confrontation géoéconomique”* (WEF 2026), *“Fragmentation”* (BlackRock 2025), *“Risques géopolitiques dans un contexte de désordre contrôlé”* (Amundi 2025).

La rivalité entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les perspectives d’un “découplage” des deux plus grandes économies, constituent la caractéristique déterminante de ce scénario. Les deux nations utilisent en effet tous les leviers économiques – tarifs, contrôles d’investissement, subventions – pour construire l’autosuffisance et contraindre l’autre. Pour Black Rock, *“Tous deux entreprennent d’importants efforts pour réduire les dépendances stratégiques pouvant être instrumentalisées”* (Black Rock 2025). Le risque immédiat est un élargissement et une aggravation des restrictions commerciales, en particulier dans des secteurs stratégiques comme l’IA et la défense. Elle pourrait s’étendre à de nouveaux secteurs, tels que la pharmacie et les semi-conducteurs, avec les chaînes d’approvisionnement propageant ces chocs à l’échelle mondiale. Les tensions entre la Chine et Taïwan sont particulièrement présentes dans le secteur des semi-conducteurs, *“dont les répercussions économiques sont particulièrement significatives compte tenu du rôle central de Taïwan dans l’industrie mondiale des semi-conducteurs”* (Deutsche Bank 2026). La boîte à outils pour la confrontation s’élargit également aux contrôles d’exportation sur les intrants critiques. Bien que suspendues, les restrictions de la Chine sur les terres rares et les technologies de batteries électriques pourraient paralyser des industries clés comme les véhicules électriques, la défense et les énergies renouvelables dans le monde entier, créant des goulets d’étranglement inflationnistes dans l’approvisionnement. *“La volonté apparente de la Chine de tirer parti de son monopole sur les ressources essentielles à la capacité industrielle et à la sécurité, conduira les pays à localiser et diversifier plus énergiquement leurs chaînes d’approvisionnement”* (Moody’s 2025).

Au-delà de la confrontation entre les États-Unis et la Chine, la transition vers un ordre mondial plus transactionnel et multipolaire affaiblit les institutions multilatérales, créant un vide où les actions unilatérales prospèrent. Pour le Forum économique mondial, *“une confrontation géoéconomique accrue est à la fois une cause et une conséquence du vide croissant laissé par l’affaiblissement des institutions multilatérales. (...) Avec moins de contraintes multilatérales à l’action unilatérale, la montée des barrières nationales et les intérêts conflictuels pourraient avoir des répercussions économiques et sociales négatives à l’échelle mondiale”* (WEF 2026). Pour Moody’s, *“les divisions géopolitiques et les suspicions mutuelles soulèvent des doutes sur la coopération internationale sur des questions mondiales de premier ordre, allant de la fiscalité au climat”* (Moody’s 2025). Le “désordre contrôlé” qui en résulterait (Amundi 2025) verrait les

puissances moyennes chercher à diversifier alliances et partenariats pour éviter d'être prises en tenaille. *"Plusieurs grandes économies d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine pourraient chercher à renforcer leurs liens avec des partenaires de confiance, conscientes des risques liés à la lutte géopolitique entre les États-Unis et la Chine"* (Moody's 2025).

Les effets combinés – coûts plus élevés, pressions inflationnistes, perturbations des chaînes d'approvisionnement et baisse de productivité – représentent un risque important pour la croissance et la stabilité économiques mondiales. À court terme, les mesures protectionnistes agissent comme une taxe indirecte sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, augmentant les coûts pour les entreprises et les consommateurs. Les entreprises font alors face à des marges bénéficiaires compressées, dans la mesure où les consommateurs ne seront moins disposés à absorber des coûts plus élevés. Selon plusieurs rapports, la restructuration des chaînes d'approvisionnement privilégiant la "sécurité" au détriment de l'efficacité entraînerait des coûts supplémentaires importants, réduirait la productivité à long terme en entravant la diffusion transfrontalière de la technologie : *"La restructuration associée de la production et des chaînes d'approvisionnement [entraînerait] une perte d'efficacité économique et des coûts supplémentaires qui se répercuteraient sur les prix et freineraient la croissance"* (OCDE 2025) ; *"Les incertitudes tarifaires persistantes pourraient nuire aux revenus et à la croissance économique"* (Standard & Poor's 2025) ; *"Une nouvelle augmentation des barrières commerciales, combinée à l'incertitude associée, pourrait également diminuer la confiance des entreprises et limiter l'investissement, en particulier dans les secteurs profondément intégrés aux chaînes d'approvisionnement mondiales"* (Banque mondiale 2026).

Conflits armés et aggravation

L'aggravation des conflits existants, ou l'émergence de nouveaux conflits entre États, constituent le deuxième scénario géopolitique le plus cité : *"l'aggravation significative des tensions géopolitiques"* (FMI 2026), *"une ré-intensification des conflits majeurs en cours ou une incertitude prolongée autour de leur évolution"* (Banque mondiale 2026), *"les conflits et crises régionaux peuvent ajouter une couche de volatilité à un environnement qui est déjà à risque structurellement élevé"* (Black Rock 2025), *"Les tensions géopolitiques pourraient s'intensifier"* (Allianz 2025), *"le risque de conflits géopolitiques mondiaux reste élevé"* (Banque de Chine 2026), *"les tensions géopolitiques pourraient menacer les chaînes d'approvisionnement et les marchés de matières premières"* (S&P 2025), *"une nouvelle aggravation des conflits géopolitiques"* (BCE 2025).

Les conflits armés – y compris les guerres par confrontation directe, les guerres via des "proxys", les guerres civiles, les guérillas, le terrorisme, un génocide, les assassinats ciblés – ont dominé la liste des *"risques à court terme"* du rapport annuel du Forum économique mondial l'an dernier et occupent la deuxième place dans la dernière édition (WEF 2026). Outre les conflits en cours en Ukraine, au Moyen-Orient (Gaza, Liban, Iran, Yémen, Soudan) et les tensions dans le détroit de Taïwan, s'ajoutent les incertitudes provoquées par les récents événements au Venezuela.

Il y a avant tout le préjudice humain et les conséquences humanitaires. Il y a par ailleurs l'impact économique. Selon la Banque mondiale, pour les *"conflits d'intensité moyenne à élevée"* cet impact est *"associé à une réduction moyenne du PIB par habitant d'environ 13 % après cinq ans dans les pays directement concernés"* (Banque mondiale 2026). Au-delà de l'impact direct sur

les pays et territoires concernés, les conséquences sont aussi régionales et mondiales : perturbations des marchés des matières premières et de l'énergie, perturbations des chaînes d'approvisionnement critiques et des routes maritimes clés (Standard & Poor's 2025, Banque mondiale 2026). Pour les régions dépendantes de l'énergie comme l'Europe, les dimensions économiques des risques géopolitiques sont particulièrement aiguës : *“Les prix des matières premières énergétiques pourraient à nouveau augmenter si les tensions géopolitiques s'intensifient”* (CE 2025).

Les risques géopolitiques pourraient également accélérer la course aux armements. Pour les économies avancées, les augmentations substantielles anticipées des dépenses de défense et, possiblement, des coûts pour les réfugiés et l'humanitaire, peuvent constituer un obstacle aux efforts de consolidation budgétaire et/ou générer un arbitrage budgétaire défavorable aux dépenses sociales et liées au climat. *“La pression pour augmenter les dépenses de défense représente un obstacle de plus à la consolidation budgétaire pour nombre de pays”* (Standard & Poor's 2025), *“Dans les pays voisins, la pression budgétaire peut également s'accroître en raison de l'augmentation des dépenses pour la défense, les opérations de paix et le soutien aux personnes déplacées”* (Banque mondiale 2026).

Cyberattaques

Le risque de cyberattaques change d'échelle, passant du risque de violations de données dans des cas individuel et précis, à un risque de perturbations catastrophiques des infrastructures critiques, telles que les réseaux électriques, les approvisionnements en eau, les réseaux de santé et de communication, ainsi que les systèmes financiers (WEF 2026). Des attaques contre ces systèmes pourraient provoquer des perturbations économiques généralisées : coupures prolongées, contamination des ressources, paralysie des systèmes de paiement, dégradation de la liquidité des marchés. *“Les cyberattaques et autres événements cybernétiques pourraient perturber le fonctionnement du marché et la fourniture de services financiers”* (Réserve fédérale américaine 2025). Le secteur financier est particulièrement vulnérable en raison de ses interdépendances complexes. Une attaque contre une grande institution, ou un prestataire de services d'importance critique, pourrait compromettre le traitement des transactions, déclencher des ruptures de financement et forcer des ventes à perte, déstabilisant le prix des actifs.

Une avancée technologique soudaine, comme celle générée par l'informatique quantique, qui briserait les protocoles cryptographiques existant en matière de sécurité numérique, apparaît désormais de façon récurrente dans les scénarios de cyberattaques. Un tel *“déchiffrement soudain, et massif”* (WEF 2026) effondrerait complètement la confiance des acteurs du numérique, en compromettant la confidentialité des données et en neutralisant les systèmes d'authentification à l'échelle mondiale. Les répercussions sociétales et économiques pourraient être profondes, entraînant une perte de confiance dans les systèmes bancaires et de santé numériques.

Instabilité intérieure et polarisation sociétale

L'instabilité politique au sein des pays, déclenchée par une plus grande polarisation sociétale de la population et alimentée par la désinformation via les réseaux sociaux, devient également un risque clé dans les récents rapports sur les perspectives économiques. Pour le FMI, *“des pics*

d'incertitude politique intérieure, y compris mais sans s'y limiter, aux périodes électorales, pourraient encore accroître et élargir l'incertitude, peser sur le sentiment et freiner la consommation et l'investissement. L'ingérence politique dans les institutions économiques indépendantes pourrait augmenter le risque d'erreurs politiques et éroder la confiance et la confiance du public.” (FMI 2026). Pour le Forum économique mondial, la désinformation et la polarisation sociétale “érodent les fondements de la stabilité sociale, de la gouvernance démocratique et de la confiance économique à l'échelle mondiale”, tandis que “le déclin du respect de l'État de droit pourrait créer les conditions d'une instabilité sociale et politique accrue” (WEF 2026). Pour Moody's, “le mécontentement des électeurs envers les partis politiques traditionnels et les inégalités socio-économiques de la mondialisation entraînent un virage introspectif et populiste marqué de l'action politique (...). Les divisions politiques se sont creusées, l'immigration devenant un sujet polémique dans de nombreuses économies avancées. La fragmentation sociale et économique croissante alimente des mouvements populaires qui pourraient déstabiliser la politique nationale” (Moody's 2025).

Les divisions politiques et la polarisation sociétale sont également alimentées par la prolifération de médias synthétiques générés par l'IA, en particulier les *deepfakes*, et les plateformes pilotées par algorithmes qui brouillent la distinction entre vérité et mensonge.

La conséquence est une érosion généralisée de la confiance envers les institutions traditionnelles — gouvernements, université et médias traditionnels. Les fractures sociales ont des répercussions économiques et institutionnelles directes :

- L'incertitude politique persistante, alimentée par la polarisation et la méfiance, peut diminuer la confiance des entreprises et des consommateurs, pesant ainsi sur l'investissement et la consommation ;
- Simultanément, l'érosion des libertés civiques et l'augmentation des inégalités agissent à la fois comme moteurs et conséquences de ce cycle. Les disparités, perçues ou réelles, en matière de richesse et d'opportunités approfondissent les griefs sociaux, qui sont ensuite amplifiés par des discours et des narratives toxiques ;
- Un cercle vicieux se crée : la polarisation rend de plus en plus difficile la gestion de défis à long terme comme l'action climatique ou la réforme économique, érodant davantage la légitimité institutionnelle.

Migration

Les questions migratoires, qu'elles soient liées à la migration forcée ou au durcissement des règles migratoires dans les pays récipiendaires, deviennent de plus en plus facteurs de risque pour la croissance mondiale. En octobre 2025, le FMI mettait en garde contre une “nouvelle dégradation de l'offre de main-d'œuvre due à des politiques d'immigration plus strictes dans les économies avancées” qui “agirait comme un choc négatif du côté de l'offre, ayant une incidence directe sur la capacité potentielle de production de l'économie” (FMI 2025). Le défi économique est double pour les économies avancées: (i) comme source de pression humanitaire et sociale résultant des flux migratoires et/ou (ii) comme frein à la croissance économique et à l'inflation lorsqu'on considère les mesures anti-migrants.

La migration involontaire est principalement motivée par des facteurs de pression tels que les conflits armés, la persécution politique, la misère économique et, de plus en plus, les catastrophes climatiques et les conditions météorologiques extrêmes. Le déplacement forcé,

tant à travers qu'à l'intérieur des frontières, représente un risque humanitaire et social important.

Le resserrement des politiques migratoires dans les grandes économies avancées – notamment les États-Unis et en Europe – crée un risque économique distinct. Le durcissement des règles d'immigration restreint directement l'offre de main-d'œuvre dans des secteurs clés et limite ainsi la production potentielle, alimente la pression sur les salaires-prix et, en fin de compte, complique les efforts des banques centrales pour atteindre la stabilité des prix. À plus long terme, avec le vieillissement démographique, il exerce également une pression sur la soutenabilité des systèmes de retraite et de santé. Pour la Banque de Chine, *“le durcissement des politiques d'immigration dans les économies avancées pourrait limiter la croissance économique du côté de l'offre”* [et] *“conduirait davantage à des tensions sur le marché du travail, ce qui pourrait faire grimper les prix à la consommation des services et accroître l'inflation”* (Banque de Chine 2026).

Un ralentissement majeur d'une économie d'importance systémique

Un ralentissement synchronisé ou majeur d'une économie d'importance systémique, en particulier aux États-Unis ou en Chine, constitue une menace critique pour la stabilité et la croissance financières mondiales. Un ralentissement de la Chine a été un scénario récurrent des rapports de perspectives économiques depuis 2021. Si les inquiétudes se sont atténuées au cours de l'année écoulée, la récession persistante du secteur immobilier, la dégradation des perspectives d'emploi et la faible confiance continuent de freiner la demande intérieure en Chine.

Cependant, l'attention aujourd'hui se tourne vers les États-Unis, dont le moteur de croissance a jusqu'à présent été la consommation intérieure et qui pourrait montrer des signes d'affaiblissement avec le ralentissement de la croissance de l'emploi et la hausse des impayés. Un ralentissement marqué de l'une ou l'autre des deux économies aurait des répercussions certaines sur le commerce et l'investissement au niveau mondial, aggravées par les différends commerciaux qui ont cours.

L'instabilité institutionnelle et politique croissante créée par l'administration Trump est implicitement mentionnée dans les rapports de perspectives économiques. Des divisions politiques exacerbées, des politiques commerciales volatiles et les l'incertitude sur les processus électoraux augmentent le risque d'un changement néfaste de politique américaine. Même la direction de la Réserve fédérale américaine devient une source d'incertitude. Pour la Commission européenne, il y a le risque de *“contestation permanente de l'indépendance de la Réserve fédérale américaine”* (CE 2025). Allianz, pour sa part, pointe du doigt les *“risques institutionnels”* (Allianz 2025), Amundi le risque de *“répression financière”* (Amundi 2025).

Risques macroéconomiques et financiers

Alors que le cycle inflationniste post-covid semble se clôturer, le risque demeure d'une *“inflation plus persistante”* et, avec cela, d'un nouveau resserrement de la politique monétaire qui serait préjudiciable aux perspectives de croissance. Logiquement, le risque de crise, ou de

fortes tensions, de la dette souveraine reste un sujet ; un risque évident pour de nombreux pays émergents et en développement, mais qui devient aussi pertinent pour les économies “avancées”.

Cependant, le principal scénario à risque en ce qui concerne les marchés financiers, est celui d’une “réévaluation abrupte du marché”, et notamment l’éclatement d’une nouvelle bulle financière, alimentée par l’essor des actifs technologiques liés à l’IA.

Une réévaluation abrupte des marchés financiers liée à l’IA

Depuis deux ans, les rapports de perspectives économiques font part d’une certaine inquiétude quant à l’état actuel des marchés financiers mondiaux, pointant un environnement précaire où un seul événement déclencheur pourrait interagir avec l’endettement considérable sur les marchés de capitaux privés – jouant de l’effet de levier – avec les liens opaques dans le secteur non bancaire, et la poussée spéculative sur les actifs numériques, pour provoquer une correction financière majeure, d’une ampleur comparable à la crise de 2007-2008. Une réévaluation aussi soudaine et à la baisse des actifs devient désormais un scénario central pour la plupart : *“Les tensions sur le financement des entreprises peuvent entraîner une réévaluation du risque sur les marchés financiers”* (OCDE 2025), *“Une correction des marchés, possiblement liée au secteur de la technologie, pourrait enrayer le marché de la dette et mettre en évidence de nouvelles vulnérabilités”* (Standard & Poor’s 2025), *“la probabilité d’une baisse de l’appétit pour le risque sur les marchés financier augmente, ce qui provoquerait une forte baisse des prix des actifs”* (Banque mondiale 2026), *“Risques de valorisation et de concentration, et euphorie extrême”* (Amundi 2025), *“une réévaluation des marchés actions, et plus précisément une réévaluation des perspectives dans le secteur technologique américain”* (CE 2025).

Les principales préoccupations portent sur le potentiel d’une correction de marché due à (i) un excès d’optimisme en ce qui concerne les investissements en IA, (ii) des vulnérabilités du secteur financier non-bancaire en expansion, et (iii) le potentiel déstabilisateur des cryptoactifs.

L’enthousiasme actuel du marché boursier est fortement concentré dans quelques grandes entreprises technologiques, la hausse étant alimentée par les attentes en matière de gains de la productivité générés par l’IA. Si ces gains devaient décevoir ou se matérialiser plus lentement que prévu, un ajustement des valeurs, plus brutal et plus prolongé est probable. Le FMI souligne ainsi qu’une *“correction plus prolongée de l’IA dans les valorisations boursières”* et une *“réévaluation des attentes de croissance de la productivité concernant l’IA pourrait entraîner une baisse des investissements et déclencher une correction soudaine des marchés financiers, se propageant des entreprises liées à l’IA à d’autres segments et érodant la richesse des ménages”* (FMI 2026). Pour l’OCDE, *“un élément déclencheur pourrait être l’enthousiasme des investisseurs pour l’IA qui s’avèrerait exagéré, avec des corrections de prix se propageant des actions technologiques vers des indices de référence plus larges”* (OCDE 2025). Pour la Banque mondiale, *“des bénéfices plus faibles que prévu ou des gains de productivité décevants issus des secteurs liés à l’IA pourraient entraîner une réévaluation radicale des valorisations basées sur l’IA”* (Banque mondiale 2026). Pour Moody’s, *“Si les rendements devaient décevoir, cela provoquerait une vente massive du marché boursier similaire à la bulle internet, mais potentiellement à plus grande échelle et avec des conséquences mondiales plus larges, compte tenu de l’exposition internationale aux actifs américains”* (Moody’s 2025). Allianz voit également *“la possibilité d’une correction des actions liées à l’IA”* (Allianz 2025), tandis que la

Deutsche Bank souligne une *“volatilité accrue des investissements dans le domaine de l’intelligence artificielle”* (DB 2026).

Selon le FMI, une bulle de l’IA pourrait réduire la croissance mondiale de 0,4 % en 2026 (FMI 2026). Une dégradation soudaine des actifs liés à l’IA affecterait les bilans des entreprises et déclencherait un recul des investissements massifs récents dans les centres de données, affaiblissant par là-même le secteur de l’immobilier commercial. De plus, malgré leur forte dépendance au financement par actions, l’OCDE s’inquiète du fait que *“les entreprises cotées en technologies d’IA ont également accumulé une dette substantielle, y compris une dette privée moins transparente et des titres adossés à des prêts hypothécaires commerciaux”* (OCDE 2025).

La croissance rapide et l’interconnexion croissante des institutions financières non-bancaires, incluant un ensemble très diversifié d’activités financières, le capital-investissement, les fonds spéculatifs classiques, les trusts d’investissement immobilier, ont été un sujet récurrent des scénarios à risque au cours des 5-6 dernières années. Ces entités opèrent souvent avec une régulation plus légère, un levier plus élevé et moins de transparence que les banques encadrées par les normes de Bâle. Les banques y sont exposées via des prêts et des lignes de crédit, créant des canaux de contagion. Les contraintes dans des secteurs comme l’immobilier commercial ou chez les emprunteurs de crédit privé endettés pourraient rapidement transférer des pertes vers le système bancaire central (Banque mondiale 2026, OCDE 2025).

Les cryptoactifs constituent un autre type d’accélérateur de crise. Le paysage financier est en train d’être profondément remodelé par la croissance des cryptoactifs, en particulier des *stablecoins*, qui concurrencent les dépôts bancaires, affectent la fourniture de crédit et, dans les marchés émergents, remettent en question la politique monétaire. Pour l’OCDE, *“l’expansion rapide des marchés des cryptoactifs, leur forte volatilité des prix et leur interconnexion avec d’autres parties du système financier augmentent les risques d’instabilité financière”* (OCDE 2025).

Inflation persistante

La lutte contre l’inflation, engagée par les banques centrales depuis 2022, reste fragile, avec des risques importants qui pourraient compromettre la stabilité et la croissance. Alors que la désinflation a progressé, dans de nombreux pays les pressions sous-jacentes sur les prix ne se sont pas complètement atténuées pour atteindre les objectifs, et tout récemment les progrès se sont fortement ralentis. Le risque demeure d’une inflation persistante qui reprenne de la vigueur. Certains indicateurs et facteur de risque suggèrent que l’inflation pourrait surprendre à la hausse, obligeant les banques centrales à maintenir des taux d’intérêt plus élevés et plus longtemps que prévu actuellement : *“Les pressions inflationnistes pourraient refaire surface”* (OCDE 2025), *“l’inflation persistante”* (US Fed 2025), *“Les inquiétudes concernant une résurgence du taux d’inflation élevés restent également pressantes”* (Deutsche Bank 2026).

Plusieurs facteurs pourraient en effet raviver les pressions inflationnistes : *“Elles pourraient être alimentées par des politiques monétaires trop souples par certaines banques centrales, ainsi que par des tarifs américains plus élevés, par un retour du protectionnisme et des chaînes d’approvisionnement réorganisées”* (Deutsche Bank 2026). Pour l’OCDE, elles *“pourraient survenir par un élargissement des tensions géopolitiques et des restrictions commerciales, ou*

par une augmentation supplémentaire de la prévalence et de l'intensité des catastrophes naturelles dans certains pays" (OCDE 2025).

Une possible perte de crédibilité de la banque centrale, à commencer par la Réserve fédérale américaine, menace également de "désancrer" les anticipations d'inflation. Une politique budgétaire laxiste, caractérisée par des dépenses publiques à grande échelle, complique encore plus la lutte contre l'inflation. Pour l'OCDE, *"Les pressions inflationnistes pourraient également être exacerbées si une perte de crédibilité des banques centrales menaçait l'ancrage des attentes d'inflation"* (OCDE 2025). Moody's souligne le risque d'*"un changement abrupt et excessif de la politique de la Fed"* et des *"questions concernant la viabilité budgétaire, la qualité des institutions et la crédibilité politique [qui] pourraient potentiellement déclencher la volatilité du marché obligataire"* (Moody's 2025).

Des taux d'intérêt à long terme plus élevés que prévu mettraient à rude épreuve les ménages, les entreprises et les gouvernements. Les coûts d'emprunt des consommateurs augmenteraient, et la soutenabilité de l'endettement des entreprises serait mise à l'épreuve par une augmentation des dépenses de service de la dette. Cela conduirait probablement à une réduction des dépenses, à un ralentissement de la croissance économique et à une possible baisse des prix des actifs. Les intermédiaires financiers subiraient des pertes en valeur sur les titres à taux fixe, ce qui pourrait réduire l'offre de crédit et amplifier un ralentissement économique.

La dette souveraine sous tension

Des taux d'intérêt plus élevés que prévu augmenteraient également les risques de crise de la dette souveraine, qui restent aigus pour les économies émergentes et en développement. *"Les risques de dette souveraine subsistent"* (OCDE 2025), *"la dette souveraine est également susceptible de rester vivement débattue"* (Deutsche Bank 2026). La dette souveraine dans les économies émergentes et en développement a quadruplé en termes de dollars depuis 2010, avec une part significative arrivant à échéance dans les années à venir. Bien que nombre de pays empruntent dorénavant davantage en monnaie locale, des vulnérabilités persistent. Pour la Banque mondiale, *"un durcissement marqué des conditions financières pèserait sur la croissance mondiale et pourrait déclencher une fuite des capitaux des [économies émergentes et en développement], en particulier chez celles ayant des notations de crédit plus faibles"* (Banque mondiale 2026). Pour l'OCDE, *"une correction brutale résultant d'un marché des actifs sous pression aux États-Unis ou dans sur un autre grand marché, entraînerait une augmentation substantielle de l'aversion au risque mondial, qui tend souvent à toucher de manière disproportionnée les économies émergentes plus que les économies développées"* (OCDE 2025).

La forte baisse de l'aide publique au développement et l'impact de tarifs américains plus élevés aggraverait la situation des pays en développement les plus vulnérables : *"Les coupes dans l'aide étrangère aggravent les défis budgétaires dans les pays en développement à faible revenu"* (FMI 2026) ; *"Pour les économies émergentes et en développement à faible revenu, les risques de financement sont aggravés par une base d'investisseurs plus restreint et une baisse de l'aide au développement. L'aide publique au développement a diminué [...] et devrait encore diminuer, augmentant les besoins supplémentaires en financement des pays bénéficiaires si l'on veut éviter des réductions marquées de l'activité et des revenus"* (OCDE 2025).

Contrairement aux rapports précédents, les économies avancées sont désormais également concernées par le risque de dette souveraine. Les inquiétudes concernent la viabilité budgétaire dans plusieurs grandes économies d'importance systémique qui pourraient entraîner une forte hausse des coûts d'emprunt. Pour le FMI, *“les vulnérabilités budgétaires pourraient devenir plus marquées”* (FMI 2026). Des tensions pourraient apparaître sur le marché des obligations souveraines. *“Les rendements à long terme dans les grandes économies avancées restent élevés, les niveaux de dette ont augmenté et les déficits budgétaires devraient rester importants”* (Banque mondiale 2026). Ces risques sont accrus par l'évolution de la structure du marché de la dette souveraine. Selon le FMI, *“une dépendance accrue envers des investisseurs sensibles au prix tels que les fonds monétaires et les fonds spéculatifs à effet de levier, accentue les risques de dislocation et peut nécessiter l'intervention, répétée, des banques centrales pour, générant potentiellement des préoccupations de risque moral et de domination financière”* (FMI 2026). Cela à son tour renforcerait les conditions financières mondiales plus larges et amplifierait la volatilité des marchés à l'échelle mondiale. *“Des déficits budgétaires plus importants et une dette publique élevée pourraient exercer une pression sur les taux d'intérêt à long terme et, par conséquent, sur les conditions financières plus larges”* (FMI 2026).

L'instabilité politique est également préoccupante. Pour la Banque de Chine, *“les risques de dette souveraine de certaines économies sont liés aux fluctuations politiques”* (Banque de Chine 2026), où la volatilité politique peut rapidement miner la confiance des investisseurs et déclencher une crise de la dette. Les niveaux élevés d'endettement public dans les économies avancées exposent les marchés des obligations d'État à un scénario de type *Truss* si la crédibilité budgétaire est entamée (Allianz 2025). La BCE souligne également des *“défis intérieurs, en particulier les risques souverains”*, avec une référence implicite à la France (niveau élevé de dette, déficit budgétaire et instabilité politique). Une préoccupation partagée par la Commission européenne pour laquelle *“l'incertitude politique persistante en France pourrait peser sur la consommation et l'investissement en raison d'une confiance diminuée”* (CE 2026).

Risques de transition

Risques climatiques

Les risques liés au climat sont généralement divisés en deux catégories : les risques physiques (fréquence et gravité des événements météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses) et les risques de transition (financement d'une trajectoire de l'économie vers les objectifs de l'accord de Paris). L'effet combiné de l'augmentation des dommages physiques et d'une transition désordonnée et fragmentée, menace de réduire la productivité à long terme, d'accroître les pressions inflationnistes et de déstabiliser le système financier par des actifs fragilisés et des pertes conséquentes en d'assurance. Standard & Poor's pointe une situation où *“les risques climatiques s'intensifient [et] l'attention sur la transition énergétique s'amoindrit”* (S&P 2025).

Outre les coûts sociétaux considérables liés à la perte de vies humaines et de moyens de subsistance, les événements météorologiques extrêmes infligent des dommages macroéconomiques directs en détruisant les infrastructures, perturbant la production agricole et les chaînes d'approvisionnement, et en provoquant des pics des prix des matières premières. Pour la Banque mondiale, elles peuvent également *“poser des défis à la politique monétaire en*

impactant l'inflation et potentiellement la transmission de la politique monétaire, tout en créant potentiellement des risques financiers aux bilans des institutions financières” (Banque mondiale 2026). Pour la Commission européenne , “la fréquence croissante des événements météorologiques extrêmes continue de présenter des risques tangibles pour l'activité économique, tout en augmentant les prix des denrées alimentaires et de l'énergie et en augmentant les risques d'inflation” (CE 2025).

Les économies des marchés émergents et en développement sont disproportionnellement vulnérables. Les catastrophes climatiques mettent à rude épreuve les systèmes de santé publique et modifient les plans de prévention des maladies, augmentant le risque de pandémies – un risque aggravé par la baisse de l'aide public au développement ciblée sur le sanitaire. Pour la Banque mondiale, *“les pays à revenu faible et intermédiaire sont susceptibles d'être plus sensibles à ces impacts en raison de leurs niveaux plus élevés de pauvreté et d'inégalités de revenus, ainsi que de systèmes de santé plus faibles” (...)* *“La forte baisse de l'aide public au développement liée à la santé augmente les risques pour les systèmes de santé des pays bénéficiaires, l'accès aux soins de santé, la sécurité sanitaire mondiale et la préparation aux pandémies” (Banque mondiale 2026).*

Concernant les risques liés à la transition à des économies zéro-émission, les investissements colossaux nécessaires, en particulier dans l'énergie propre, génèrent des difficultés financières sans commune mesure. Une situation aggravée par la demande énergétique en forte hausse de l'IA et des centres de données, qui pourraient consommer jusqu'à 20% de l'électricité mondiale d'ici les années 2030. Pour S&P , *“les investissements colossaux dans des centres de données, gourmands en ressources énergétiques, introduisent de nouveaux défis pressants” (Standard & Poor's 2025).*

La fragmentation géopolitique crée également des pressions politiques contradictoires. Pour le Forum économique mondial, *“la rétrogradation des risques environnementaux dans l'ordre des priorités est manifeste dans un contexte géopolitique façonné par une multipolarité croissante. (...) La concurrence pour l'accès aux ressources s'intensifie, et la sécurité nationale, y compris la sécurité énergétique, est considérée par de nombreux gouvernements comme le nouveau moteur principal de l'élaboration des politiques publiques” (WEF 2026).* Pour S&P, *“la fragmentation géopolitique, avec un accent marqué pour la sécurité énergétique et les politiques industrielles domestiques, soulève le risque de changement d'orientation brusques — et potentiellement contradictoires — dans les politiques climatiques”.* (Standard & Poor's 2025). L'incapacité à engager une “transition juste” face au changement climatique, en veillant à ce que cette transition n'ait pas de conséquences pour la classe moyenne et les ménages à faibles revenus, force les gouvernements à entamer un arbitrage à court terme entre climat et croissance, entre transition et revenus, entre “fin du monde” et “fin du mois”. *“La divergence croissante entre la demande croissante d'énergie d'une part, et le changement climatique ainsi que les réalités sociales associées d'autre part, pourrait atteindre son paroxysme dans les années à venir” (WEF 2026).*

Risques liés à la transition numérique liés à la diffusion de l'IA

La transition liée à l'intégration mondiale de l'IA, et des technologies numériques dans son ensemble, offre nombre d'opportunités, mais elle est aussi empreinte de nombreux risques systémiques : contraintes énergétiques, volatilité financière, menaces sur la cybersécurité et

bouleversement du marché du travail. Moody's souligne ainsi des *“risques à double sens liés aux développements rapides de l'IA”* (Moody's 2025).

Un défi majeur est la contrainte exercée sur l'approvisionnement énergétique. Le développement de l'IA, en particulier aux États-Unis, fait face à un goulot d'étranglement critique. Les centres de données devraient consommer entre 15 et 25 % de la demande actuelle d'électricité américaine d'ici 2030 (Black Rock 2025). Ce besoin croissant se heurte à la lenteur du développement du réseau.

La perspective d'une bulle financière, comme mentionné plus haut, est également prise au sérieux. Toute révolution technologique se caractérise par une volatilité accrue des marchés, car une innovation rapide entraîne de fortes fluctuations dans la valorisation des entreprises. La révolution de l'IA ne fait pas exception. Dans le même ordre d'idées, la transition numérique et l'IA renforce la létalité des cyberattaques, qui représentent dorénavant une menace systémique pour la stabilité financière et les infrastructures critiques, notamment dans un contexte de fragmentation géopolitique.

Enfin, l'impact socio-économique de l'IA et de la numérisation sera profondément inégalement réparti. Les bénéfices devraient se concentrer sur les entreprises et économies leaders du marché, celles disposant de réseaux énergétiques résilients et de capitaux conséquents, ce qui pourrait aggraver les inégalités. Parallèlement, le risque de perturbations généralisées du travail est élevé, car l'IA pourrait rendre des secteurs entiers obsolètes, entraînant un chômage de longue durée plus élevé et des coûts budgétaires importants si elle n'est pas gérée activement par la politique. *“L'IA pourrait rendre des secteurs entiers et des emplois obsolètes, ce qui pourrait entraîner un chômage de longue durée plus élevé et des coûts économiques et budgétaires associés, si elle n'est pas activement gérée”* (Moody's 2025).

Source

Allianz 2025 Economic Outlook 2026-27: Stretching the Limits, Dec 2025
https://www.allianz.com/en/economic_research/insights/publications/specials_fmo/251217-economic-outlook-2026-27.html

Amundi 2025 2026 Investment Outlook, Nov 2025 <https://research-center.amundi.com/article/2026-investment-outlook>

Banque de Chine 2026 Economic and Financial Outlook Report for 2026, Jan 2026
https://www.bankofchina.com/fimarkets/summarize/202601/t20260105_25638427.html

Banque Mondiale 2026 Global Economic Prospects, Jan 2026
<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f53549d4-6c5b-43b8-ae8e-9432ab8917b9/content>

Black Rock 2025 2026 Global Outlook Pushing limits, Dec 2025
<https://www.blackrock.com/corporate/literature/whitepaper/bii-global-outlook-2026.pdf>

BCE 2025 Financial Stability Review, November 2025
<https://www.ecb.europa.eu/press/financial-stability-publications/fsr/html/ecb.fsr202511~263b5810d4.en.html>

CE 2025 Autumn 2025 Economic Forecast shows continued growth despite challenging environment, Nov 2025 https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-forecast-and-surveys/economic-forecasts/autumn-2025-economic-forecast-shows-continued-growth-despite-challenging-environment_en

Deutsche Bank 2026 Annual outlook 2026 – Investing in tomorrow: opportunities and risks, Jan 2026 <https://wealth.db.com/en/insights/investing-insights/economic-and-market-outlook/cio-annual-outlook-2026-regional-cio-views.html>

FMI 2026 World Economic Outlook Update - Global Economy: Steady amid Divergent Forces, Jan 2026 <https://www.imf.org/en/publications/weo/issues/2026/01/19/world-economic-outlook-update-january-2026?cid=bl-com-WEOET2026003>

FMI 2025 World Economic Outlook - Global Economy in Flux, Prospects Remain Dim, Oct 2025 <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2025/10/14/world-economic-outlook-october-2025>

Moody's 2025 Global Macro Outlook 2026-27 - Policy divergence and trade shifts shape stable but mixed global growth outlook, Nov 2025
https://www.moodys.com/research/Global-Macro-Outlook-2026-27-Policy-divergence-and-trade-shifts-shape-stable-Outlook--PBC_1462982?cid=web-wbssts-19439#290612199861c31d1036b185b4e69b75

OCDE 2025 OECD Economic Outlook, Volume 2025 Issue 2 - Resilient Growth but with Increasing Fragilities, Dec 2025 https://www.oecd.org/en/publications/oecd-economic-outlook-volume-2025-issue-2_9f653ca1-en.html

S&P 2025 Global Credit Outlook 2026, Dec 2025
<https://www.spglobal.com/ratings/en/research/global-credit-outlook>

US Fed 2025 Financial Stability Report, Nov 2025
<https://www.federalreserve.gov/publications/files/financial-stability-report-20251107.pdf>

WEF 2026 Global Risks Report 2026, Jan 2026 <https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2026/>